

11.1 Principaux indicateurs économiques

En 2008, l'économie mondiale a basculé dans la récession. La crise financière a débuté en 2007 aux États-Unis sur le marché des *subprimes*. Elle s'est ensuite amplifiée et propagée. Les conditions de financement des ménages et des entreprises se sont durcies partout dans le monde. Le repli de la demande des ménages et, partant, des entreprises, dans les économies victimes de crise immobilière s'est diffusé aux autres économies via l'effondrement du commerce mondial. Fin 2008, les économies avancées étaient en récession et l'activité des pays émergents a fortement ralenti.

En 2008, le **produit intérieur brut** de la France augmente de 0,4 % en moyenne annuelle après + 2,3 % en 2007. Corrigée du nombre de jours ouvrables, la croissance est minorée de 0,1 point, à + 0,3 %. Cette très faible croissance en moyenne annuelle cache une forte dégradation en cours d'année : l'activité s'est retournée à la baisse à compter du printemps et ce recul s'est accentué à l'automne.

Les dépenses de **consommation des ménages** ne progressent que de + 1,0 % (après + 2,4 % en 2007). L'investissement a également marqué le pas. Hors effet prix, le volume d'investissement a stagné (+ 0,6 %) après une très forte augmentation en 2007 (+ 6,5 %). Enfin la croissance est aussi pénalisée par un mouvement de déstockage, particulièrement prononcé en fin d'année. L'aggravation de la crise financière à

l'automne a en effet poussé les entreprises à limiter au maximum leurs besoins de trésorerie alors que, de surcroît, leurs anticipations de demande se dégradaient. En 2008, le commerce mondial a fortement ralenti. Le dynamisme des exportations françaises s'en est nettement ressenti. Le solde des échanges extérieurs a aussi pesé sur l'activité, amputant de 0,3 point la croissance du produit intérieur brut.

Le taux d'autofinancement des sociétés non financières baisse fortement. En 2008, leur **valeur ajoutée** progresse moins vite que la rémunération des salariés (+ 3,1 % contre + 3,6 %). De ce fait, l'excédent brut d'exploitation dégagé ralentit nettement (+ 2,2 % après + 7,4 %) et leur **taux de marge** diminue de 0,3 point, pour s'établir à 31,3 % en 2008. Dans le même temps, les dividendes que versent les sociétés non financières continuent de progresser car ils sont assis sur les bons résultats de l'année précédente. Il en est de même des intérêts qu'elles payent sur leurs emprunts, dans un contexte de hausse des primes de risque. Au total, l'épargne des entreprises recule nettement (- 6,6 %) après une forte progression en 2007 (+ 10,9 %). Par ailleurs, l'investissement des sociétés non financières ralentit mais reste à un rythme plus élevé que celui de la valeur ajoutée, portant leur **taux d'investissement** à son plus haut niveau depuis 1974 (21,3 %). En raison du recul de l'épargne et de la progression de l'investissement, le taux d'autofinancement diminue d'un peu plus de 8 points, à 61,6 %. ■

Définitions

Formation brute de capital fixe (FBCF) : acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

Valeur ajoutée : solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Administrations publiques, consommation finale des ménages, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), produit intérieur brut (PIB) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'Économie française », *Insee Références*, édition 2009.
- « Les comptes des administrations publiques en 2008 », *Insee Première* n° 1237, mai 2009.
- « Les comptes de la Nation en 2008 – un ralentissement de l'activité », *Insee Première* n° 1236, mai 2009.
- « La conjoncture économique et sociale en 2009 », *Avis et rapports*, Conseil économique social et environnemental, mai 2009.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Principaux indicateurs économiques 11.1

Ressources et emplois de biens et services à prix courants

en milliards d'euros

Ressources	2007 (r)	2008	Emplois	2007 (r)	2008
Produit intérieur brut (PIB)	1 894,6	1 950,1	Consommation finale	1 510,2	1 565,8
Valeur ajoutée au prix de base	1 697,4	1 752,4	Dépense de consommation des ménages	1 047,4	1 086,8
Impôts sur les produits	209,4	210,1	Dépense de consommation des APU	436,9	451,6
Subventions sur les produits	- 12,1	- 12,5	Dépense de consommation des ISBLSM	25,8	27,3
Importations	537,6	563,8	Formation Brute de Capital Fixe	408,8	427,2
			Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeur	1,2	1,1
			Variation de stocks	9,9	4,2
			Exportations	502,3	515,6
Total des ressources et des emplois	2 432,3	2 513,9			

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

FBCF par secteur institutionnel

	2008 en milliards d'euros	Évolution en volume ¹ en %		
		06/05 (r)	07/06 (r)	08/07 (p)
Sociétés non financières ²	224,6	4,2	8,7	2,6
Sociétés financières ²	16,1	18,6	- 5,9	6,1
Administrations publiques	62,4	- 2,7	4,5	- 4,4
Ménages ³	120,9	6,4	5,5	- 1,4
ISBLSM	3,2	- 1,2	11,4	9,4
Total	427,2	4,1	6,5	0,6

1. À prix chaînés.

2. Y compris entreprises individuelles.

3. Hors entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Capacité ou besoin de financement des secteurs institutionnels

en milliards d'euros

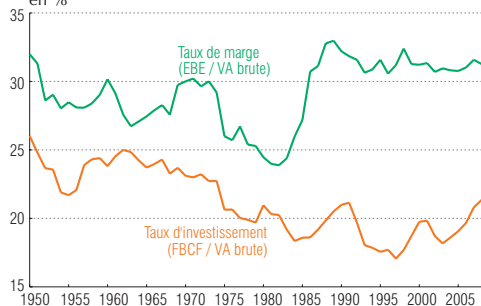
	2006 (r)	2007 (r)	2008
Entreprises non financières	- 54,4	- 56,8	- 71,3
Entreprises financières	8,1	7,6	13,8
Administrations publiques	- 41,9	- 51,7	- 66,2
Administration centrale	- 37,8	- 43,6	- 56,7
État	- 48,3	- 39,7	- 54,4
ODAC	10,5	- 3,8	- 2,3
Administrations locales	- 3,1	- 7,7	- 8,6
Administrations de sécurité sociale	- 1,0	- 0,4	- 0,9
Ménages ¹	55,6	58,9	58,2
ISBLSM	0,0	0,5	1,3
Nation	- 32,6	- 41,5	- 64,2

1. Y compris entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières

en %

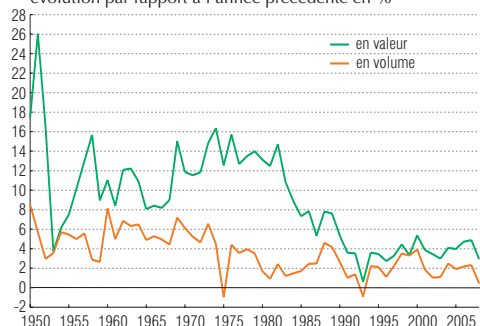


Champ : sociétés non financières hors entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Évolution du PIB en France

évolution par rapport à l'année précédente en %



Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

en euros courants par habitant

	2007 (r)	2008 (p)
Produit intérieur brut	29 716	30 413
Revenu disponible brut des ménages	19 457	20 012
Dépense de consommation finale des ménages	16 429	16 950
Épargne brute des ménages	3 029	3 062
Capacité de financement des ménages	924	908

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

PIB par habitant dans l'Union européenne

en indice base 100 pour l'UE à 27

	2004 (r)	2005 (r)	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)
Allemagne	116,4	116,9	115,7	114,7	115,8
Bulgarie	33,7	34,5	36,5	37,2	40,1
Espagne	101,0	102,0	104,0	105,4	103,9
France	110,0	110,6	109,1	108,9	107,3
Grèce	94,0	92,8	94,1	94,8	(e) 95,3
Italie	106,7	104,8	103,8	101,9	100,5
Luxembourg	253,4	254,0	267,0	267,2	252,8
Pays-Bas	129,2	130,8	130,9	130,9	134,6
Pologne	50,6	51,3	52,3	53,7	57,5
Portugal	74,6	76,9	76,3	76,1	75,3
Roumanie	34,1	35,0	38,3	(e) 42,1	(e) 45,8
Royaume-Uni	123,5	121,8	120,3	119,0	(e) 117,2

Champ : les chiffres de base sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat.